

No. 14861

MULTILATERAL

International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of *Apartheid*. Adopted by the General Assembly of the United Nations on 30 November 1973

*Authentic texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.
Registered ex officio on 18 July 1976.*

MULTILATÉRAL

Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 30 novembre 1973

*Textes authentiques : anglais, français, chinois, russe et espagnol.
Enregistrée d'office le 18 juillet 1976.*

CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION ET LA RÉPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Les Etats parties à la présente Convention,

Rappelant les dispositions de la Charte des Nations Unies, par laquelle tous les Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation en vue d'assurer le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Considérant la Déclaration universelle des droits de l'homme², qui dispose que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

Considérant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux³, dans laquelle l'Assemblée générale a déclaré que le processus de libération est irrésistible et irréversible et que, dans l'intérêt de la dignité humaine, du progrès et de la justice, il faut mettre fin au colonialisme et à toutes les pratiques de ségrégation et de discrimination dont il s'accompagne,

Rappelant que, aux termes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁴, les Etats condamnent spécialement la ségrégation raciale et l'*apartheid* et s'engagent à prévenir, à interdire et à éliminer sur les territoires relevant de leur juridiction toutes les pratiques de cette nature.

Rappelant que, dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁵, certains actes qui peuvent être qualifiés aussi d'actes d'*apartheid* constituent un crime au regard du droit international,

¹ Entrée en vigueur le 18 juillet 1976 à l'égard des Etats suivants, soit le trentième jour qui a suivi la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article XV, paragraphe 1. Les instruments de ratification ou d'adhésion ont été déposés comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Bénin	30 décembre 1974	République socialiste soviétique de Biélorussie	2 décembre 1975
Bulgarie	18 juillet 1974	République socialiste soviétique d'Ukraine	10 novembre 1975
Émirats arabes unis*	15 octobre 1975	République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 <i>a</i>
Équateur	12 mai 1975	Somalie	28 janvier 1975
Guinée	3 mars 1975	Tchad	23 octobre 1974
Hongrie	20 juin 1974	Tchécoslovaquie	25 mars 1976
Irak*	9 juillet 1975	Union des Républiques socialistes soviétiques	26 novembre 1975
Mongolie	8 août 1975	Yougoslavie	1 ^{er} juillet 1975
Pologne	15 mars 1976		
Qatar	19 mars 1975		
République arabe syrienne	18 juin 1976		
République démocratique allemande	12 août 1974		

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur à l'égard de l'Etat suivant le trentième jour qui a suivi la date du dépôt de son instrument d'adhésion, conformément à l'article XV, paragraphe 2 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument d'adhésion</i>
République arabe libyenne	9 juillet 1976

(Avec effet au 8 août 1976.)

* Pour les textes des déclarations faites lors de la ratification, voir p. 296 du présent volume.

² Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session*, première partie, p. 71.

³ *Ibid.*, *quinzième session, Supplément n° 16 (A/4684)*, p. 70.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 660, p. 195.

⁵ *Ibid.*, vol. 78, p. 227.

Rappelant que, aux termes de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité¹, les «actes inhumains découlant de la politique d'*apartheid*» sont qualifiés de crimes contre l'humanité,

Rappelant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a adopté toute une série de résolutions dans lesquelles la politique et les pratiques d'*apartheid* sont condamnées en tant que crime contre l'humanité,

Rappelant que le Conseil de sécurité a souligné que l'*apartheid* et son intensification et son élargissement continus troublent et menacent gravement la paix et la sécurité internationales,

Convaincus qu'une convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* permettrait de prendre de nouvelles mesures plus efficaces sur le plan international et sur le plan national en vue d'éliminer et de réprimer le crime d'*apartheid*,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. 1. Les Etats parties à la présente Convention déclarent que l'*apartheid* est un crime contre l'humanité et que les actes inhumains résultant des politiques et pratiques d'*apartheid* et autres politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, définis à l'article II de la Convention, sont des crimes qui vont à l'encontre des normes du droit international, en particulier des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, et qu'ils constituent une menace sérieuse pour la paix et la sécurité internationales.

2. Les Etats parties à la présente Convention déclarent criminels les organisations, les institutions et les individus qui commettent le crime d'*apartheid*.

Article II. Aux fins de la présente Convention, l'expression «crime d'*apartheid*», qui englobe les politiques et pratiques semblables de ségrégation et de discrimination raciales, telles qu'elles sont pratiquées en Afrique australe, désigne les actes inhumains indiqués ci-après, commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci :

- a) Refuser à un membre ou à des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux le droit à la vie et à la liberté de la personne :
 - i) En ôtant la vie à des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux;
 - ii) En portant gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale, à la liberté ou à la dignité des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, ou en les soumettant à la torture ou à des peines ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants;
 - iii) En arrêtant arbitrairement et en emprisonnant illégalement les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux;
- b) Imposer délibérément à un groupe racial ou à plusieurs groupes raciaux des conditions de vie destinées à entraîner leur destruction physique totale ou partielle;
- c) Prendre des mesures, législatives ou autres, destinées à empêcher un groupe racial ou plusieurs groupes raciaux de participer à la vie politique, sociale, économique et culturelle du pays et créer délibérément des conditions faisant obstacle au plein développement du groupe ou des groupes considérés, en particulier en privant les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux des libertés et droits fondamentaux de l'homme, notamment le droit au travail, le droit de former des syndicats reconnus, le droit à l'éducation, le droit de quitter son pays et d'y revenir, le

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 754, p. 73.

droit à une nationalité, le droit de circuler librement et de choisir sa résidence, le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques;

- d) Prendre des mesures, y compris des mesures législatives, visant à diviser la population selon des critères raciaux en créant des réserves et des ghettos séparés pour les membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, en interdisant les mariages entre personnes appartenant à des groupes raciaux différents, et en expropriant les biens-fonds appartenant à un groupe racial ou à plusieurs groupes raciaux ou à des membres de ces groupes;
- e) Exploiter le travail des membres d'un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux, en particulier en les soumettant au travail forcé;
- f) Persécuter des organisations ou des personnes, en les privant des libertés et droits fondamentaux, parce qu'elles s'opposent à l'*apartheid*.

Article III. Sont tenus pour pénalement responsables sur le plan international, et quel que soit le mobile, les personnes, les membres d'organisations et d'institutions et les représentants de l'Etat, qu'ils résident sur le territoire de l'Etat dans lequel les actes sont perpétrés ou dans un autre Etat, qui :

- a) Commettent les actes mentionnés à l'article II de la présente Convention, participent à ces actes, les inspirent directement ou conspirent à leur perpétration;
- b) Favorisent ou encouragent directement la perpétration du crime d'*apartheid* ou y coopèrent directement.

Article IV. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent :

- a) A prendre toutes les mesures, législatives ou autres, nécessaires pour empêcher que le crime d'*apartheid* et autres politiques ségrégationnistes semblables ou leurs manifestations ne soient encouragés de quelque manière que ce soit ainsi que pour éliminer tout encouragement de cette nature et pour punir les personnes coupables de ce crime;
- b) A prendre des mesures législatives, judiciaires et administratives pour poursuivre, faire juger et punir conformément à leur juridiction les personnes responsables ou accusées des actes définis à l'article II de la présente Convention, qu'elles résident ou non sur le territoire de l'Etat dans lequel ces actes ont été perpétrés, et qu'il s'agisse de ressortissants de cet Etat ou d'un autre Etat ou de personnes apatrides.

Article V. Les personnes accusées des actes énumérés à l'article II de la présente Convention peuvent être jugées par un tribunal compétent de tout Etat partie à la Convention qui pourrait avoir juridiction sur lesdites personnes, ou par un tribunal pénal international qui serait compétent à l'égard de ceux des Etats parties qui auront accepté sa compétence.

Article VI. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à accepter et à exécuter conformément à la Charte des Nations Unies les décisions prises par le Conseil de sécurité ayant pour but de prévenir, d'éliminer et de réprimer le crime d'*apartheid*, ainsi qu'à concourir à l'exécution des décisions adoptées par d'autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies en vue d'atteindre les objectifs de la Convention.

Article VII. I. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à soumettre périodiquement au groupe créé conformément à l'article IX de la Convention des rapports sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la Convention.

2. Des exemplaires desdits rapports seront transmis, par les soins du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Comité spécial de l'*apartheid*.

Article VIII. Tout Etat partie à la présente Convention peut demander à l'un quelconque des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de prendre, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'il juge appropriées pour prévenir et éliminer le crime d'*apartheid*.

Article IX. 1. Le Président de la Commission des droits de l'homme désignera un groupe composé de trois membres de ladite commission, qui seront en même temps des représentants d'Etats parties à la présente Convention, aux fins d'examiner les rapports présentés par les Etats parties conformément aux dispositions de l'article VII de la Convention.

2. Si la Commission des droits de l'homme ne comprend pas de représentants d'Etats parties à la présente Convention, ou en comprend moins de trois, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec tous les Etats parties à la Convention, désignera un représentant d'un Etat partie ou des représentants d'Etats parties à la Convention non membres de la Commission des droits de l'homme pour siéger au groupe créé en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article jusqu'à l'élection à la Commission des droits de l'homme de représentants d'Etats parties à la Convention.

3. Le groupe pourra se réunir pour examiner les rapports présentés conformément aux dispositions de l'article VII pendant une période maximale de cinq jours soit avant l'ouverture soit après la clôture de la session de la Commission des droits de l'homme.

Article X. 1. Les Etats parties à la présente Convention habilite la Commission des droits de l'homme à :

- a) Demander aux organes de l'Organisation des Nations Unies, quand ils communiquent des exemplaires de pétitions conformément à l'article 15 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, d'appeler son attention sur les plaintes concernant des actes qui sont énumérés à l'article II de la présente Convention;
- b) Etablir, en se fondant sur les rapports des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et sur les rapports soumis périodiquement par les Etats parties à la présente Convention, une liste des personnes, organisations, institutions et représentants d'Etats qui sont présumés responsables des crimes énumérés à l'article II, ainsi que de ceux contre lesquels des poursuites judiciaires ont été engagées par les Etats parties à la Convention;
- c) Demander aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies des renseignements au sujet des mesures prises par les autorités responsables de l'administration de territoires sous tutelle et de territoires non autonomes, ainsi que de tous autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, à l'égard des personnes qui seraient responsables des crimes visés à l'article II et qui sont présumées relever de leur juridiction territoriale et administrative.

2. En attendant que soient atteints les objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, les dispositions de la présente Convention ne restreindront en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par d'autres instruments internationaux ou par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées.

Article XI. 1. Les actes énumérés à l'article II de la présente Convention ne seront pas considérés comme crimes politiques aux fins de l'extradition.

2. Les Etats parties à la présente Convention s'engagent à accorder en pareil cas l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Article XII. Tout différend entre les Etats parties concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociation sera porté devant la Cour internationale de Justice, sur la demande des Etats parties au différend, à moins que ceux-ci ne soient convenus d'un autre mode de règlement.

Article XIII. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats. Tout Etat qui n'aura pas signé la Convention lors de son entrée en vigueur pourra y adhérer.

Article XIV. 1. La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XV. 1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la présente Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XVI. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article XVII. 1. Tout Etat partie peut, à tout moment, demander la révision de la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies décide des mesures à prendre, le cas échéant, au sujet d'une demande de cette nature.

Article XVIII. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats :

- a) Des signatures, ratifications et adhésions au titre des articles XIII et XIV;
- b) De la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article XV;
- c) Des dénonciations notifiées conformément à l'article XVI;
- d) Des notifications adressées conformément à l'article XVII.

Article XIX. 1. La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposée aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme de la présente Convention à tous les Etats.

For Afghanistan:
Pour l'Afghanistan :
阿富汗:
За Афганистан:
Por el Afganistán:

For Albania:
Pour l'Albanie :
阿尔巴尼亚:
За Албанию:
Por Albania:

For Algeria:
Pour l'Algérie :
阿尔及利亚:
За Алжир:
Por Argelia:

ABDELATIF RAHAL
23 janvier 1974

For Argentina:
Pour l'Argentine :
阿根廷:
За Аргентину:
Por la Argentina:

CARLOS ORTIZ DE ROZAS
Junio 6 de 1975¹

For Australia:
Pour l'Australie :
澳大利亚:
За Австралию:
Por Australia:

For Austria:
Pour l'Autriche :
奥地利:
За Австрию:
Por Austria:

¹ 6 June 1975 — 6 juin 1975.

For the Bahamas:

Pour les Bahamas :

巴哈马:

За Багамские острова:

Por las Bahamas:

For Bahrain:

Pour Bahreïn :

巴林:

За Бахрейн:

Por Bahrein:

For Bangladesh:

Pour le Bangladesh :

孟加拉国:

За Бангладеш:

Por Bangladesh:

For Barbados:

Pour la Barbade :

巴巴多斯:

За Барбадос:

Por Barbados:

For Belgium:

Pour la Belgique :

比利时:

За Бельгию:

Por Bélgica:

For Bhutan:

Pour le Bhoutan :

不丹:

За Бутан:

Por Bhután:

For Bolivia:

Pour la Bolivie :

玻利维亚:

За Боливию:

Por Bolivia:

For Botswana:
Pour le Botswana :
博茨瓦纳:
За Ботсвану:
Por Botswana:

For Brazil:
Pour le Brésil :
巴西:
За Бразилию:
Por el Brasil:

For Bulgaria:
Pour la Bulgarie :
保加利亚:
За България:
Por Bulgaria:

GERO GROZEV
27.VI.1974

For Burma:
Pour la Birmanie :
缅甸:
За Бирму:
Por Birmania:

For Burundi:
Pour le Burundi :
布隆迪:
За Бурунди:
Por Burundi:

For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
白俄罗斯苏维埃社会主义共和国:
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia:

V. S. SMIRNOV
4.03.74¹

¹ 4 March 1974 — 4 mars 1974.

For Cameroon:
Pour le Cameroun :
喀麦隆:
За Камерун:
Por el Camerún:

For Canada:
Pour le Canada :
加拿大:
За Канаду:
Por el Canadá:

For the Central African Republic:
Pour la République centrafricaine :
中非共和国:
За Центральноафриканскую Республику:
Por la República Centrafricana:

For Chad:
Pour le Tchad :
乍得:
За Чад:
Por el Chad:

DJERAIBE DORALTA
23 octobre 1974

For Chile:
Pour le Chili :
智利:
За Чили:
Por Chile:

For China:
Pour la Chine :
中国:
За Китай:
Por China:

For Colombia:
Pour la Colombie :
哥伦比亚:
За Колумбию:
Por Colombia:

For the Congo:
Pour le Congo :
刚果:
За Конго:
Por el Congo:

For Costa Rica:
Pour le Costa Rica :
哥斯达黎加:
За Коста-Рику:
Por Costa Rica:

For Cuba:
Pour Cuba :
古巴:
За Кубу:
Por Cuba:

For Cyprus:
Pour Chypre :
塞浦路斯:
За Кипр:
Por Chipre:

For Czechoslovakia:
Pour la Tchécoslovaquie :
捷克斯洛伐克:
За Чехословакию:
Por Checoslovaquia:

LADISLAV ŠMÍD
August 29, 1975

For Dahomey:
 Pour le Dahomey :
 达荷美:
 За Дагомею:
 Por el Dahomey:

TIAMIOU ADJIBADE
 7 octobre 1974

For the Democratic People's Republic of Korea:
 Pour la République populaire démocratique de Corée :
 朝鲜民主主义人民共和国:
 За Корейскую Народно-Демократическую Республику:
 Por la República Popular Democrática de Corea:

For the Democratic Republic of Viet-Nam:
 Pour la République Démocratique du Viet-Nam :
 越南民主共和国:
 За Демократическую Республику Вьетнам:
 Por la República Democrática de Viet-Nam:

For Democratic Yemen:
 Pour le Yémen démocratique :
 民主也门:
 За Демократический Йемен:
 Por el Yémen Democrático:

HUSSEIN SALEH FADHLI
 July 31, 1974

For Denmark:
 Pour le Danemark :
 丹麦:
 За Данию:
 Por Dinamarca:

For the Dominican Republic:
 Pour la République dominicaine :
 多米尼加共和国:
 За Доминиканскую Республику:
 Por la República Dominicana:

For Ecuador:
Pour l'Équateur :
厄瓜多尔:
За Эквадор:
Por el Ecuador:

MARIO ALEMÁN SALVADOR
12 March 1975

For Egypt:
Pour l'Égypte :
埃及:
За Египет:
Por Egipto:

For El Salvador:
Pour El Salvador :
萨尔瓦多:
За Сальвадор:
Por El Salvador:

For Equatorial Guinea:
Pour la Guinée équatoriale :
赤道几内亚:
За Экваториальную Гвинею:
Por Guinea Ecuatorial:

For Ethiopia:
Pour l'Éthiopie :
埃塞俄比亚:
За Эфиопию:
Por Etiópia:

For Fiji:
Pour Fidji :
斐济:
За Фиджи:
Por Fiji:

For Finland:
Pour la Finlande :
芬兰:
За Финляндию:
Por Finlandia:

For France:
Pour la France :
法国:
За Францию:
Por Francia:

For Gabon:
Pour le Gabon :
加蓬:
За Габон:
Por el Gabón:

For Gambia:
Pour la Gambie :
冈比亚:
За Гамбию:
Por Gambia:

For the German Democratic Republic:
Pour la République démocratique allemande :
德意志民主共和国:
За Германскую Демократическую Республику:
Por la República Democrática Alemana:

PETER FLORIN
2.5.1974¹

For Germany, Federal Republic of:
Pour l'Allemagne, République fédérale d' :
德意志联邦共和国:
За Федеративную Республику Германии:
Por Alemania, República Federal de:

¹ 2 May 1974 — 2 mai 1974.

For Ghana:
Pour le Ghana :
加纳：
За Гану:
Por Ghana:

For Greece:
Pour la Grèce :
希腊：
За Грецию:
Por Grecia:

For Guatemala:
Pour le Guatemala :
危地马拉：
За Гватемалу:
Por Guatemala:

For Guinea:
Pour la Guinée :
几内亚：
За Гвинею:
Por Guinea:

JEANNE MARTIN CISSE
1^{er} mars 1974

For the Holy See:
Pour le Saint-Siège :
教廷：
За Святейший престол:
Por la Santa Sede:

For Honduras:
Pour le Honduras :
洪都拉斯：
За Гондурас:
Por Honduras:

For Hungary:
Pour la Hongrie :

匈牙利：
За Венгрию：
Por Hungría:

KÁROLY SZARKA
26 April, 1974

For Guinea-Bissau:
Pour la Guinée-Bissau :

几内亚 - 比绍：
За Гвинею-Бисау：
Por Guinea-Bissau:

For Guyana:
Pour la Guyane :

圭亚那：
За Гвиану：
Por Guyana:

For Haiti:
Pour Haïti :

海地：
За Гаити：
Por Haïti:

For Iceland:
Pour l'Islande :

冰岛：
За Исландию：
Por Islandía:

For India:
Pour l'Inde :

印度：
За Индию：
Por la India:

For Indonesia:
Pour l'Indonésie :
印度尼西亚:
За Индонезию:
Por Indonesia:

For Iran:
Pour l'Iran :
伊朗:
За Иран:
Por el Irán:

For Iraq:
Pour l'Irak :
伊拉克:
За Ирак:
Por el Irak:

ABDUL KARIM AL-SHAIKHLY
1st of July of 1975

For Ireland:
Pour l'Irlande :
爱尔兰:
За Ирландию:
Por Irlanda:

For Israel:
Pour Israël :
以色列:
За Израиль:
Por Israel:

For Italy:
Pour l'Italie :
意大利:
За Италию:
Por Italia:

For the Ivory Coast:
Pour la Côte d'Ivoire :
象牙海岸:
За Берер Слоновой Кости:
Por la Costa de Marfil:

For Jamaica:
Pour la Jamaïque :
牙买加:
За Ямайку:
Por Jamaica:

DONALD O. MILLS
30 March 1976

For Japan:
Pour le Japon :
日本:
За Японию:
Por el Japón:

For Jordan:
Pour la Jordanie :
约旦:
За Иорданию:
Por Jordania:

ABDUL-HAMID SHARAF
June 5, 1974

For Kenya:
Pour le Kenya :
肯尼亚:
За Кению:
Por Kenia:

CHARLES GATERE MAINA
2nd October 1974

For the Khmer Republic:
Pour la République khmère :
高棉共和国:
За Кхмерскую Республику:
Por la República Khmer:

For Kuwait:
Pour le Koweït :
科威特:
За Кувейт:
Por Kuwait:

For Laos:
Pour le Laos :
老挝:
За Лаос:
Por Laos:

For Lebanon:
Pour le Liban :
黎巴嫩:
За Ливан:
Por el Líbano:

For Lesotho:
Pour le Lesotho :
莱索托:
За Лесото:
Por Lesotho:

For Liberia:
Pour le Libéria :
利比里亚:
За Либерию:
Por Liberia:

For the Libyan Arab Republic:
Pour la République arabe libyenne :
阿拉伯利比亚共和国:
За Ливийскую Арабскую Республику:
Por la República Árabe Libia:

For Liechtenstein:
Pour le Liechtenstein :
列支敦士登:
За Лихтенштейн:
Por Liechtenstein:

For Luxembourg:
Pour le Luxembourg :

卢森堡:

За Люксембург:

Por Luxemburgo:

For Madagascar:
Pour Madagascar :

马达加斯加:

За Мадагаскар:

Por Madagascar:

For Malawi:
Pour le Malawi :

马拉维:

За Малави:

Por Malawi:

For Malaysia:
Pour la Malaisie :

马来西亚:

За Малайскую Федерацию:

Por Malasia:

For the Maldives:
Pour les Maldives :

马尔代夫:

За Мальдивы:

Por las Maldivas:

For Mali:
Pour le Mali :

马里:

За Мали:

Por Malí:

For Malta:
Pour Malte :

马耳他:

За Мальту:

Por Malta:

For Mauritania:
Pour la Mauritanie :
毛里塔尼亚：
За Мавританию:
Por Mauritania:

For Mauritius:
Pour Maurice :
毛里求斯：
За Маврикий:
Por Mauricio:

For Mexico:
Pour le Mexique :
墨西哥：
За Мексику:
Por México:

For Monaco:
Pour Monaco :
摩纳哥：
За Монако:
Por Mónaco:

For Mongolia:
Pour la Mongolie :
蒙古：
За Монголию:
Por Mongolia:

TSEVEGJAVYN PUNTSAGNOROV
17.V.74

For Morocco:
Pour le Maroc :
摩洛哥：
За Марокко:
Por Marruecos:

For Nauru:
Pour Nauru :
瑙鲁:
За Науру:
Por Nauru:

For Nepal:
Pour le Népal :
尼泊尔:
За Непал:
Por Nepal:

For the Netherlands:
Pour les Pays-Bas :
荷兰:
За Нидерланды:
Por los Países Bajos:

For New Zealand:
Pour la Nouvelle-Zélande :
新西兰:
За Новую Зеландию:
Por Nueva Zelandia:

For Nicaragua:
Pour le Nicaragua :
尼加拉瓜:
За Никарагуа:
Por Nicaragua:

For the Niger:
Pour le Niger :
尼日尔:
За Нигер:
Por el Níger:

For Nigeria:
Pour le Nigéria :
尼日利亚:
За Нигерию:
Por Nigeria:

E. O. OGBU
26th June 1974

For Norway:
Pour la Norvège :
挪威：
За Норвегию:
Por Noruega:

For Oman:
Pour l'Oman :
阿曼：
За Оман:
Por Omán:

AHMED MACKI
3 April 1974

For Pakistan:
Pour le Pakistan :
巴基斯坦：
За Пакистан:
Por el Pakistán:

For Panama:
Pour le Panama :
巴拿马：
За Панаму:
Por Panamá:

DIDIMO RIOS
May 7, 1976

For Paraguay:
Pour le Paraguay :
巴拉圭：
За Парагвай:
Por el Paraguay:

For Peru:
Pour le Pérou :
秘魯：
За Перу:
Por el Perú:

For the Philippines:
Pour les Philippines :
菲律宾:
За Филиппины:
Por Filipinas:

NARCISO G. REYES
2nd May 1974

For Poland:
Pour la Pologne :
波兰:
За Польшу:
Por Polonia:

EUGENIUSZ KUŁAGA
7.VI.1974

For Portugal:
Pour le Portugal :
葡萄牙:
За Португалию:
Por Portugal:

For Qatar:
Pour le Qatar :
卡塔尔:
За Катар:
Por Qatar:

JASIM Y. JAMAL
March 18, 1975

For the Republic of Korea:
Pour la République de Corée :
大韩民国:
За Корейскую Республику:
Por la República de Corea:

For the Republic of Viet-Nam:
Pour la République du Viet-Nam :
越南共和国:
За Республику Вьетнам:
Por la República de Viet-Nam:

For Romania:
Pour la Roumanie :
罗马尼亚:
За Румынию:
Pour Rumania:

ION DATCU
6 Sept. 1974

For Rwanda:
Pour le Rwanda :
卢旺达:
За Руанду:
Pour Rwanda:

CALLIXTE HABAMENSHI
15 October 1974

For San Marino:
Pour Saint-Marin :
圣马力诺:
За Сан-Марино:
Pour San Marino:

For Saudi Arabia:
Pour l'Arabie saoudite :
沙特阿拉伯:
За Саудовскую Аравию:
Pour Arabia Saudita:

For Senegal:
Pour le Sénégal :
塞内加尔:
За Сенегал:
Pour el Senegal:

For Sierra Leone:
Pour la Sierra Leone :
塞拉勒窝内:
За Сьерра-Леоне:
Pour Sierra Leona:

For Singapore:
Pour Singapour :
新加坡：
За Сингапур:
Por Singapur:

For Somalia:
Pour la Somalie :
索马里：
За Сомали:
Por Somalia:

JAALLE ABDIRAZAK HAJI HUSSEIN
August 2, 1974

For South Africa:
Pour l'Afrique du Sud :
南非：
За Южную Африку:
Por Sudáfrica:

For Spain:
Pour l'Espagne :
西班牙：
За Испанию:
Por España:

For Sri Lanka:
Pour Sri Lanka :
斯里兰卡：
За Шри Ланка:
Por Sri Lanka:

For the Sudan:
Pour le Soudan :
苏丹：
За Судан:
Por el Sudán:

MANSOUR KHALID
10/10/1974

For Swaziland:
Pour le Souaziland :
斯威士兰:
За Свазиленд:
Por Swazilandia:

For Sweden:
Pour la Suède :
瑞典:
За Швецию:
Por Suecia:

For Switzerland:
Pour la Suisse :
瑞士:
За Швейцарию:
Por Suiza:

For the Syrian Arab Republic:
Pour la République arabe syrienne :
阿拉伯叙利亚共和国:
За Сирийскую Арабскую Республику:
Por la República Árabe Siria:

HAISSAM KEILANI
17 Jan. 1974

For Thailand:
Pour la Thaïlande :
泰国:
За Таиланд:
Por Tailandia:

For Togo:
Pour le Togo :
多哥:
За Того:
Por el Togo:

For Tonga:
Pour les Tonga :
汤加:
За Тонга:
Por Tonga:

For Trinidad and Tobago:
Pour la Trinité-et-Tobago :
特立尼达和多巴哥:
За Тринидад и Тобаго:
Por Trinidad y Tabago:

EUSTACE E. SEIGNORET
7 April 1975

For Tunisia:
Pour la Tunisie :
突尼斯:
За Тунис:
Por Túnez:

For Turkey:
Pour la Turquie :
土耳其:
За Турцию:
Por Turquía:

For Uganda:
Pour l'Ouganda :
乌干达:
За Уганду:
Por Uganda:

KHALID YOUNIS KINENE
11.3.1975¹

¹ 11 March 1975 — 11 mars 1975.

For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :
乌克兰苏维埃社会主义共和国:
За Українську Советську Соціалістическу Республіку:
Por la República Socialista Soviética de Ucrania:

VLADIMIR MARTYNEKO
20.II.1974

For the Union of Soviet Socialist Republics:
Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
苏维埃社会主义共和国联盟:
За Союз Советских Социалистических Республик:
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:

YAKOV MALIK
12.II.1974

For the United Arab Emirates:
Pour les Emirats arabes unis :
阿拉伯联合酋长国:
За Объединенные Арабские Эмираты:
Por los Emiratos Arabes Unidos:

ALI HOMEDAN
9 Sept. 1975

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
大不列颠及北爱尔兰联合王国:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:

For the United Republic of Tanzania:
Pour la République-Unie de Tanzanie :
坦桑尼亚联合共和国:
За Объединенную Республику Танзания:
Por la República Unida de Tanzania:

For the United States of America:
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
美利坚合众国:
За Соединенные Штаты Америки:
Por los Estados Unidos de América:

For the Upper Volta:
Pour la Haute-Volta :
上沃尔特:
За Верхнюю Вольту:
Por el Alto Volta:

T. YAGUIBOU
New York, le 3 février 1976

For Uruguay:
Pour l'Uruguay :
乌拉圭:
За Уругвай:
Por el Uruguay:

For Venezuela:
Pour le Venezuela :
委内瑞拉:
За Венесуэлу:
Por Venezuela:

For Western Samoa:
Pour le Samoa-Occidental :
西萨摩亚:
За Западное Самоа:
Por Samoa Occidental:

For Yemen:
Pour le Yémen :
也门:
За Йемен:
Por el Yemen:

For Yugoslavia:
Pour la Yougoslavie :
南斯拉夫:
За Югославию:
Por Yugoslavia:

JAKŠA PETRIĆ
December 17, 1974

For Zaire:
Pour le Zaïre :
扎伊尔:
За Заир:
Por el Zaïre:

For Zambia:
Pour la Zambie :
赞比亚:
За Замбию:
Por Zambia:

DECLARATIONS MADE
UPON RATIFICATIONDÉCLARATIONS FAITES
LORS DE LA RATIFICATION

IRAQ

IRAK

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

ان انضمام الجمهورية العراقية الى الاتفاقية المذكورة لا يعني بأى حال من الاحوال اعترافا باسرائيل ولا يكون سببا في انشاء اية علاقات معها ما نصت عليه احكام هذه الاتفاقية .

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Ratification by the Republic of Iraq of the above Convention shall in no way imply recognition of Israel, or be conducive to the establishment of such relations therewith as may be provided for in the Convention.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

La ratification de la Convention susmentionnée par la République d'Irak n'implique nullement qu'elle reconnait Israël ni qu'elle établira avec celui-ci les relations qui peuvent être prévues dans la Convention.

UNITED ARAB EMIRATES

ÉMIRATS ARABES UNIS

[TRADUCTION — TRANSLATION]

"...the accession of the United Arab Emirates to this Convention shall in no way amount to recognition of nor the establishment of any treaty relation with Israel."

La participation des Emirats arabes unis à ladite Convention ne constitue en aucune façon la reconnaissance d'Israël ni l'établissement de relations conventionnelles quelconques avec lui.

¹ Translation supplied by the Government of Iraq.

² Traduction fournie par le Gouvernement irakien.